

CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU 21 FEVRIER 2018

NOM	STATUT	Prés.	Votant	Exc.	COMMENTAIRES
Pascale POUPINOT	Présidente	X	X		
Denis CARAIRE	Vice-président	X	X		
Jean-Claude GALLETY	Vice-président		X		Procuration L. Canizares
Sandra HUPPE	Vice-président	X	X		
Candice SOTTAS	Vice-président			X	
Anne-Sophie LE GAC	Secrétaire		X		Procuration F. Quéau
Sandrine KLEIN – MORIZOT	Trésorière	X	X		
Jérôme BIANCHI	Membre UQ		X		Procuration S. Klein
Louis CANIZARES	Membre UQ	X	X		
Maxime GENEVRIER	SFU			X	
Brigitte BARIOL	FNAU			X	
Valerie CHAROLLAIS	FNCAUE			X	
Isabelle DELUC-CHARLES	Fédération des EPL		X		Procuration S. Klein
Xavier DESJARDINS	APERAU			X	
Hervé GIRARD	SOLIHA			X	
Christophe LLIADERES	Ordre des Architectes			X	
François QUEAU	Ordre des Géomètres Experts	X	X		
	Commissaire du gouvernement				
	AITF				
<i>INVITES</i>					
Françoise BROILLIARD	Présidente CI				
François BERTRAND					
Bruno BESSIS					
Stéphanie ORTOLA	Membre CI	X			
Sylvaine VION	Membre CI	X			
Eugène GREAU	Président ULR	X			
Isabelle LIEGEON TOULZA	Déléguée générale	X			Rédacteur

Quorum : atteint

Convoqués	Requis	Présents	Votants (présents + pouvoirs)
18	9	6	10

PREAMBULE

Une réunion de préfiguration du groupe de travail sur le titre a eu lieu le 15 février au cabinet de Jacques MEZARD, en présence du directeur adjoint du cabinet (Jérôme MASCLAUX) en charge du pôle urbanisme ville et logement.

Le cabinet entend la demande des urbanistes et donne son accord pour l'inscription d'un amendement dans la loi ELAN en cours d'élaboration.

Les points abordés ont été :

La nécessité de travailler concomitamment sur le texte de l'amendement et sur les décrets/arrêtés qui préciseront les modalités de reconnaissance du titre.

Le préalable est d'associer les structures autour du projet, les représentants des formations, des professionnels et des institutionnels (ministères).

Un point soulevé lors de ces échanges, anticiper les remarques du ministère des finances sur le risque de restreindre le potentiel de candidats susceptibles de répondre aux appels d'offre.

Prochaine étape : première réunion du groupe de travail à la DGALN sous l'égide de François BERTRAND, le 2 mars.

Ce groupe de travail réunira les associations signataires de la lettre au ministre (OPQU, CFDU, UT, CNJU, APERAU) ainsi que les représentants des employeurs : FNAU, FNCAUE, ADCF, Fédé des Scot, AMF, EPL, ACAD, et également les autres ministères (culture, intérieur, et enseignement supérieur).

L'ensemble des représentants du collège des Organismes Associés demande à la Présidente de suggérer à la DGLAN, d'inviter ces derniers à participer au groupe de travail sur le titre (OGE, SFU...).

La Présidente portera cette requête auprès de François BERTRAND.

- Point 1 : Approbation du compte-rendu de la réunion du Conseil d'Administration du 17 janvier 2018

Le compte rendu du Conseil d'Administration du 17 janvier 2018 est soumis à l'approbation.

A rajouter : les deux versions des amendements concernant la création du titre, version votée par le CA et version finalement envoyée au ministre.

VOTE 1 : adopté à l'unanimité

- Point 2 : procuration bancaire

Suite à la rencontre OPQU avec la banque Crédit Mutuel, notre banquier nous a conseillé d'officialiser le fonctionnement de l'association, en confiant une procuration bancaire à la déléguée générale par vote du CA

Vote N°2 : la procuration bancaire est accordée à la déléguée générale par un vote à l'unanimité.

- Point 3 : avis sur les dossiers de qualification de la session de Lyon du 26 janvier 2018

		Qualification	Vote
BLANQUET olivier	Q	Oui	Unanimité
BERNE Laurence	Q	Oui	Unanimité
BENEZETH Noémie	Q	Oui	Unanimité
DAVID Tiphaine	Q	Oui	Unanimité
CUSSAC Jean David	Q	Oui	Unanimité
GUYOT Etienne	Q	Oui	Unanimité
VALENTON Alexandra	Q	Oui	Unanimité
GERMAIN Ludivine	Q	Oui	Unanimité
PEIGNE Eric	Q	Oui	Unanimité
HAMELIN Pierre	R	Oui	Unanimité
AGHA Pierre	R	Oui	Unanimité
ANSART Cédric	R	Oui	Unanimité
DOLS Marie	R	Oui	Unanimité

Point 2018 : 16 qualifiés, 14 renouvelés et 1 liste d'aptitude

VOTE 3 : l'ensemble des propositions de qualifications (Q), de renouvellements de qualification (R) et d'inscription sur la liste d'aptitude est approuvé à l'unanimité.

- **Point 4 : présentation de rapport d'activité 2017 et programme de travail 2018**

Rapport d'activité joint en annexe

Programme 2018 :

- La première proposition concerne la poursuite du travail pour la création du titre d'urbaniste, ceci en étroite collaboration avec les organismes associés :
 - Un travail pointu devra être réalisé sur la liste des formations qui accéderont au titre directement par le diplôme (ce qui correspond à la proposition d'alinéa 1 de l'amendement)
 - Le second travail portera sur la définition des conditions d'exercice professionnel pour accéder au titre suivant l'expérience professionnelle (ce qui correspond à la proposition d'alinéa 2 de l'amendement)
 - Le troisième travail porte sur la période transitoire, comment la gérer, par qui pour combien de temps (alinéa 3 de l'amendement)

L'OPQU doit insister auprès du groupe de travail pour expliquer qu'une grande partie de la réflexion a déjà été faite et correspond aux pratiques de l'OPQU.

Louis CANIZARES rappelle que la DGLAN, par la voix de François BERTRAND avait proposé de regrouper dans une publication, les travaux de l'OPQU : Référentiel, déontologie, liste des formations accréditées, modes d'exercice, étude d'impact)

Pascale POUPINOT propose de reconduire le groupe de travail sur le titre instauré en 2017 et de l'étoffer avec tous les volontaires.

Candidatures à envoyer à la Déléguée Générale.

Prévoir une réunion prochainement (lors du prochain CA ?). Les travaux porteront sur les trois objectifs précités (formations, exercice professionnel, période transitoire)

- La seconde proposition porte sur le développement des assises. Cette année les assises seront aussi l'occasion de fêter les 20 ans de l'OPQU, préalablement envisager au mois de juillet, la présidente propose de les avancer au 1^{er} et 2 juin, afin de les inscrire dans les manifestations de la semaine européenne du développement durable qui portera cette année sur les villes et territoires de demain

En effet, en s'inscrivant dans ce programme, les assises bénéficieront d'un affichage national initié par le ministère de la transition écologique.

La proposition est soumise au CA qui ayant objecté le délai de préparation très court décide que le gain de visibilité serait intéressant et qu'il est nécessaire donc de se mettre rapidement en ordre de marche, pour la réalisation des assises début juin.

Compte tenu du thème de cette année, il est proposé d'organiser les assises à Troyes.

- La troisième proposition porte sur la nécessité de développer la qualification et de se fixer de nouveau le nombre de 100 qualifications ou renouvellements en 2018.
- La quatrième proposition et la plus importante est de travailler à la recherche de ressources financières (nécessité de qualifier, mais aussi de trouver des partenaires et des sponsors). Une demande de subventions exceptionnelles a été envoyée à tous les organismes associés.

Après discussion, ce rapport d'activités 2017 et programme de travail seront proposés à l'assemblée générale.

- **Point 5 : bilan financier 2017 et budget prévisionnel 2018**

Le bilan financier 2017 fait apparaître un déficit de 11.134 euros, qui s'explique par l'objectif non atteint (84 au lieu de 100 qualifiés), par les dépenses liés au titre (factures de l'avocat parisien), la subvention de l'Etat qui n'a concerné que le fonctionnement de l'association et l'absence de partenariat/sponsor.

Ce déficit est moins élevé que celui de l'année 2016, mais les réserves de l'OPQU n'existent plus.

Néanmoins l'OPQU doit redresser la situation rapidement car la situation ne sera pas tenable.

Comme préparé lors du CA de janvier, le budget prévisionnel a été établi à hauteur de 80.000 euros et les dépenses seront diminuées (bail du local a été résilié). Quant aux produits de la qualification, ils doivent impérativement atteindre au moins 100 qualifications ou renouvellements.

Des appels à cotisation exceptionnelle sont faits auprès des structures membres de l'OPQU et la demande de subvention de l'Etat sera faite tout de suite après l'assemblée générale.

Les demandes de partenariat/sponsor seront aussi poursuivies, en particulier pour l'organisation des assises.

Après discussion, le bilan financier et budget prévisionnel seront présentés en assemblée générale.

- **Points 6, 7 et 8 ont été présentés et développés en assemblée générale**

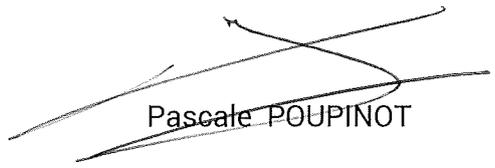
- **Points Divers :**

L'OPQU a été saisi par un particulier, qui conteste le respect de la déontologie par un urbaniste qualifié.

La démarche décidée est de :

- 1) avertir l'urbaniste concerné que nous avons été saisis à son encontre
- 2) accuser réception de la plainte

La Présidente



Pascale POUPINOT

ANNEXE 1 : RAPPORT D'ACTIVITE 2017

1. QUALIFICATIONS

Rappel : la première mission de l'OPQU est la qualification des individus. Pour mener à bien cette mission confiée par l'Etat à l'OPQU, huit commissions ont été organisées.

- Commission d'instruction de Paris (10 mars 2017)
 - 3 qualifications
 - 5 renouvellements
 - 1 liste d'aptitude
 - 4 instructeurs
- Commission d'instruction de Grenoble (16 mars 2017)
 - 3 qualifications
 - 7 renouvellements
 - 4 instructeurs
- Commission d'instruction de Bordeaux (18 et 19 mai 2017)
 - 4 qualifications
 - 4 renouvellements
 - 5 instructeurs les deux jours
- Commission d'instruction de Montpellier (15 et 16 juin 2017)
 - 3 qualifications
 - 2 renouvellements
 - 1 liste d'aptitude
 - 4 instructeurs
- Commission d'instruction de Paris (7 juillet 2017)
 - 3 qualifications
 - 2 renouvellements
 - 2 instructeurs
- Commission d'instruction de Brest (1^{er} septembre 2017)
 - 2 qualifications
 - 14 renouvellements
 - 3 instructeurs
- Commission d'instruction de Paris (5 et 6 octobre 2017)
 - 5 qualifications
 - 8 renouvellements
 - 4 instructeurs
- Commission d'instruction de Mulhouse (23 et 24 novembre 2017)
 - 8 qualifications
 - 10 renouvellements
 - 1 liste d'aptitude
 - 3 instructeurs

Le nombre de candidats auditionnés s'élève donc à 31. 28 ont reçu un avis favorable de la commission d'instruction et ont été présentés en Conseil d'administration. 3 font l'objet de demandes de pièces complémentaires.

Le nombre de renouvellements est au total de 54 dossiers traités. 23 dossiers concernaient des premiers renouvellements, 19 des deuxièmes demandes et 12 des troisièmes renouvellements.

Trois jeunes diplômés ont demandé l'inscription sur la liste d'aptitude.

Au 31 décembre 2017, ce sont 864 qualifications d'urbanistes qui ont été délivrées depuis l'origine et 160 inscriptions sur la liste d'aptitude à la qualification d'urbaniste.

2. DEONTOLOGIE

3 réunions ont eu lieu en présence de Serge LETCHIMY, député de Martinique qui est urbaniste de formation.

La première réunion à l'assemblée nationale le 14 février 2017 a donné lieu à une seconde réunion le 7 mars au ministère de la cohésion des territoires qui ont abouti le 14 avril 2017, à la signature de l'avenant au protocole ministère/OPQU officialisant la déontologie qui a été signée par la ministre du Logement et de l'habitat durable (MLHD)

3. GROUPES DE TRAVAIL

3.1 TITRE

Première réunion au ministère avec le CFDU et l'inter association : le 10 février 2017, puis une seconde réunion a eu lieu le 14 mars 2017. Ensuite une dernière réunion actant la dissolution de l'IAU a eu lieu le 4 juillet, faute d'accord sur les demandes à formuler.

Parallèlement, un groupe de travail OPQU a été formé pour porter les réflexions et revendications sur la création d'un titre d'urbaniste. Ce groupe de travail s'est réuni à 4 reprises. Un document a été élaboré, encore en cours de rédaction. Depuis le 22 janvier 2018, un courrier demandant l'inscription d'un amendement à la future loi ELAN a été déposé conjointement avec plusieurs associations.

3.2 QUALIFICATION DES STRUCTURES

Le groupe de travail sur la qualification des structures s'est réuni à deux reprises, à Lyon. Plusieurs organismes ont été consultés : COFRAC, OPQIBI. Les réflexions continuent en 2018, ainsi que la consultation d'autres organismes.

4. AUTRES ACTIONS

4.1 CONSEILS D'ADMINISTRATION

Le Conseil d'Administration s'est réuni 9 fois en 2017. Trois représentants des organismes associés ont été renouvelés (SFU, APERAU, FNCAUE)

4.2 ASSEMBLEES GENERALES

L'Assemblée Générale s'est tenue à deux reprises (avril et mai)

4.3 ASSISES

Les assises ont eu lieu le 29 septembre à la Défense Tour Séquoia, 67 personnes étaient inscrites, 39 personnes étaient effectivement présentes.

Trois invités, Madame la maire d'Avignon, la directrice de la SEM Brest Aménagement et le sous-directeur à l'aménagement durable ont participé au débat de la matinée dont le thème était : quelle qualité de vi(II)e ?

Le pays accueilli était le Portugal représenté par Luis Pedro CERQUEIRA, Président de l'Association des Urbanistes Portugais qui a pu montrer comment la profession d'urbaniste était organisée au Portugal.

Entre les deux tables-rondes, la remise des diplômes des qualifiés ou renouvelés a été faite, ce qui a permis de montrer la diversité des parcours d'études et professionnels des urbanistes.

4.4 CONVENTION SFU/OPQU

La convention signée en septembre 2016 avec la SFU concernant la représentation des délégués français à l'ECTP- CEU a abouti en 2017 à la désignation de deux représentants. Par ailleurs, un groupe de pilotage a été constitué de 3 membres de la SFU et de trois membres de l'OPQU afin de préparer la représentation de la France.

4.5 LABELISATION APERAU

L'OPQU a participé cette année 2017 à la reconnaissance conjointe avec l'APERAU de trois formations en aménagement et urbanisme dans les universités de :

- Perpignan
- Montpellier
- Toulouse

4.6 DIVERS

- Recrutement à compter du 1^{er} janvier d'une Déléguée Générale en remplacement du Délégué parti en retraite le 31 décembre 2016
- Refonte du site internet
- Rencontres de la Présidente avec la Présidente du CNOA, le Président et VP de OGE, le Secrétaire général de l'ADCF, la FNAU.
- L'OPQU a été représenté au Congrès des Maires de France les 22, 23 et 24 nov. 2017
- Nous avons été également reçus en novembre 2017 par le Délégué Général de l'Association des Maires Ruraux de France, rencontre destinée à présenter l'OPQU aux maires des petites villes et de poser des pistes sur une coopération entre nos deux structures.
- L'OPQU était présent lors des 3 journées Ecoquartiers organisées par la DGALN (mars, novembre et décembre)
- Nous étions représentés lors du colloque des Parcs Naturels Régionaux et des territoires urbains à Mulhouse en novembre
- Présence également lors du congrès des EPL à Bordeaux en mai